

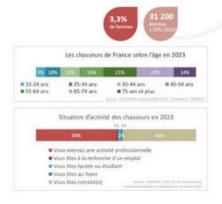
Nous vous avions sollicité au cours de l'année 2023 pour participer à une enquête lancée par la FNC sur l'impact socio-économique de la chasse française. S'il est évident pour nous chasseurs (et notre famille) que la chasse a une importance pour l'activité économique de nos territoires ruraux, cette étude se devait de mettre à plat les choses de façon concrète et chiffrée. Voici un décryptage de l'étude complète réalisée par le Cabinet RANDEA-Xerfi Spécific pour la Fédération Nationale des Chasseurs en 2023.

Chasseresses et chasseurs des années 2020, qui êtes-vous?

Les Fédérations ont validé 963 600 permis quasiment à 50% nationaux. 93% des pratiquants actifs résident dans une commune rurale, une petite ville ou une ceinture urbaine. La chasse française est composée de 50% d'actifs et de 46% de retraités soit un ratio de 1 pour 1 contre 1.67 actifs pour 1 retraité en France. Notre passion séduit de plus en plus de femmes puisqu'elle représentent maintenant 3.3% soit une augmentation de 25% par rapport à 2014. Dans les Ardennes, nous comptons plus de 180 dianes sur les 31 200 pratiquantes françaises.

Les chasseurs de France : carte d'identité







Les chasseurs s'investissent dans la vie des territoires ruraux

Avant d'être une activité économique, la chasse est une activité sociale, culturelle et environnementale présente dans 88% des communes françaises. Les chasseurs agissent bénévolement pour « la nature, les espèces et leur suivi » plus de 8 jours par an en moyenne auxquels s'ajoutent 16 jours en faveur de la vie associative et de l'aménagement du territoire pour la pratique de la chasse, ce qui bénéficie aussi pour une part aux autres usagers.

Temps consacré par les chasseurs à des activités bénévoles (12 mois | 2022-2023)





Voiture et équipements : les premiers postes de dépense du chasseur

La dépense totale des chasseurs français s'élève à 4,2 milliards d'euros durant la saison 22-23. Les frais de location de territoire ou d'accès à l'activité (permis, bracelets, ...) sont souvent ciblés comme les principaux postes de dépenses du chasseur. Même s'il est vrai que cela génère des dépenses conséquentes pour les sociétés de chasse et les foyers français et par conséquent des ressources financières importantes pour les communes et autres propriétaires, les chasseurs dépenses davantage dans leur voiture de chasse (1 200 millions d'euros) et leurs équipements (945 millions d'euros). Toutes ces dépenses permettent d'employer 37 400 Equivalents Temps Plein (ETP) sur le territoire national.

A titre de comparaison, les retombées économiques directes et indirectes du tennis en France représentaient 1, 044 milliards d'euros en 2016 (4 fois moins que la chasse) dont ¼ uniquement lié au tournoi de Roland Garros et à la rénovation des stades. Ce sport représente 18 130 ETP (deux fois moins que la chasse) pour 4 millions de pratiquants (4 fois plus que la chasse)

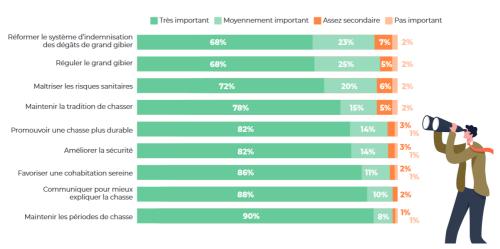




Vers une chasse toujours plus durable et responsable pour en assurer la pérennité

Parmi les principales priorités des chasseurs pour les 5 à 10 ans à venir, 82% estiment « très important » de promouvoir une chasse plus durable et encore plus sécurisée. Toujours dans le sens de l'acceptation sociale, 86% estiment prioritaire devoir mieux expliquer la chasse par des actions de communication et retrouver une cohabitation sereine avec des autres utilisateurs. Cependant, les chasseurs se sentent profondément légitimes dans leurs actions et ne sont pas prêts à revoir les fondamentaux du cadre de leur exercice en jugeant la priorité numéro 1 de maintenir les périodes de chasse.





Retrouvez les résultats détaillés sur notre site internet rubrique « Documentation », « Bibliothèque », « Revue de presse et publications ».